

Débat d'Orientations Budgétaires 2019



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
Pays Bigouden Sud

Conseil Communautaire

Penmarc'h

Le 7 mars 2019

Débat d'Orientations Budgétaires 2019

- ▶ L'article 11 de la loi du 6 février 1992 et de l'article L 2312-1 du CGCT dispose qu'un débat doit avoir lieu sur les orientations générales du budget dans un délai de deux mois précédent celui-ci.
- ▶ Ce débat permet à l'assemblée délibérante :
 - de discuter des orientations budgétaires qui seront affichées dans le budget primitif ;
 - d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité.
- ▶ Le DOB est un document préparatoire contenant des données synthétiques sur la situation financière de la Communauté de Communes et a été établi pour servir de support au débat
- ▶ Une délibération spécifique atteste de la tenue du débat

Le contexte national

CROISSANCE

Prévision 2019 → 1,5%
Estimation 2018 → 1,6%

INFLATION

Prévision 2019 → 1,2%
Estimation 2018 → 1,9%

CHÔMAGE

Prévision 2019 → 8,8%
Estimation 2018 → 8,8%

Le contexte national

- ▶ Les taux d'intérêts devraient augmenter tout en restant à de très faibles niveaux :
 - Prévission moyenne d'un Euribor 3 mois à -0,2% en 2019 (contre -0,3% en 2018)
 - Prévission moyenne de 0,9% pour les taux souverains (OAT) à 10 ans en 2019 (contre 0,8% en 2018)
- ▶ Ces données macroéconomiques sont soumises aux aléas ainsi qu'au contexte international & géopolitique (Brexit, remontée des taux directeurs, évolution du cours du pétrole ...)

Focus sur la Loi de Finances 2019

- ▶ Après une LFi 2018 comprenant des dispositions majeures telles que la mise en place du dégrèvement de TH pour 80% des redevables et la mise en place de la contractualisation État-Collectivités pour la maîtrise des dépenses, la loi de Finances 2019 comporte peu de changements.
- ▶ Maintien de la DGF globale à **26,9 milliards d'€**
- ▶ Réforme de la dotation d'intercommunalité :
 - Suppression des catégories d'EPCI : enveloppe unique pour l'ensemble des EPCI correspondant à 30% de dotation de base et 70% de dotation de péréquation (estimation de 46,26€/hab pour l'ensemble des EPCI).
 - La contribution au redressement des comptes publics (CRFP) est directement retraitée de la dotation d'intercommunalité globale. Elle n'est plus spécifique à chaque EPCI.
 - Complément exceptionnel en 2019 de 5€/hab pour les EPCI bénéficiant d'une dotation d'intercommunalité 2018 inférieure à 5€/hab.
 - Le calcul de la dotation de péréquation tient désormais compte du revenu par habitant et du plafonnement du CIF à 0,6.

Focus sur la Loi de Finances 2019

- ▶ Hausse de la péréquation verticale : à hauteur de **90 M€** pour la dotation de solidarité urbaine [DSU] et **90 M€** pour la dotation de solidarité rurale [DSR]. Ces augmentations sont financées au sein de la DGF. Ainsi cela minore l'impact sur les variables d'ajustements mais augmente d'autant l'écêtement des dotations forfaitaires et d'intercommunalité.
- ▶ Revalorisation forfaitaire de bases fiscales à hauteur de **2,2%** pour 2019 en raison de l'inflation constatée en 2018 (pour mémoire, ce taux de revalorisation était de 1,24% en 2018 et de 0,7% en 2017).
- ▶ Taxe d'habitation : suppression de la deuxième tranche - conformément au calendrier fixé par la LFi 2018 (taux de dégrèvement porté de 30% en 2018 à **65%** en 2019) - pour 80% des contribuables.
- ▶ Maintien des mesures de soutien de l'État à l'investissement local pour un total de **2,1 milliards d'€** (hors FCTVA).

Le Contexte financier de la CCPBS

Sommaire :

1. L'environnement socio-économique
2. Les taux d'imposition
3. Le produit des impôts directs et leur répartition
4. Le coefficient d'intégration fiscale (CIF)
5. La dette
6. L'évolution des dépenses & recettes de fonctionnement
7. L'évolution du résultat
8. L'évolution de l'épargne

1. L'environnement socio-économique

- ▶ Une population de **38 688** habitants.
- ▶ **23 146** foyers fiscaux avec un revenu fiscal moyen de **26 443 €** dont **56,4%** de non imposables (*contre 59,3% pour la moyenne départementale et 59,8% au niveau national // 24 844 € de revenu fiscal moyen niveau national*).
- ▶ **2 963** établissements sont imposés à la cotisation foncière des entreprises (CFE) dont 1 707 imposés à la cotisation minimum.
- ▶ **26 956** logements imposés à la TH dont **29,2%** de résidences secondaires (*contre 18 % en moyenne départementale et 14,9% au niveau national*).

Pour l'ensemble de ces données, on observe une stabilité par rapport à l'année précédente.

2. Les taux d'imposition de la CCPBS

**Taxe
d'habitation**

10,45%

(moy dép 10,24%)

(moy rég 10,50%)

(moy nat 8,60%)

**Taxe foncière
propriétés
bâties**

0%

(moy dép 0,95%)

(moy rég 0,95%)

(moy nat 2,72%)

**Taxe foncière
propriétés
non-bâties**

2,35%

(moy dép 2,21%)

(moy rég 3,87%)

(moy nat 7,07%)

**Cotisation
foncière des
entreprises**

24,61%

(moy dép 23,85%)

(moy rég 24,04%)

(moy nat 24,79%)

TEOM

8,62%

(moy dép 8,81%)

(moy rég 9,43%)

(moy nat 11,36%)

3. Le produit des impôts directs & répartition

TAXE D'HABITATION 191€/HAB

*139€/hab au niv départemental
124€/hab au niv régional
100€/hab au niv national*

CFE 46€/HAB

*55€/hab au niv départemental
66€/hab au niv régional
87€/hab au niv national*

TAXE FONCIÈRE SUR PROPRIÉTÉS NON-BÂTIES 0€/HAB

*1€/hab au niv départemental
2€/hab au niv régional
4€/hab au niv national*

Nota : le ratio de taxe d'habitation élevé est lié au nombre important de résidences secondaires sur le territoire, ce qui génère un produit plus important rapporté au nombre de résidents à l'année

4. Le coefficient d'intégration fiscale (CIF)

- ▷ 0,297393 contre 0,351876 pour les EPCI de même catégorie en 2014
- ▷ 0,299767 contre 0,354408 pour les EPCI de même catégorie en 2015
- ▷ 0,301553 contre 0,355642 pour les EPCI de même catégorie en 2016
- ▷ 0,302644 contre 0,356669 pour les EPCI de même catégorie en 2017

Coefficient CCPBS : 0,310278 contre 0,366753 pour les EPCI de même catégorie en 2018

- ▶ Le CIF permet de mesurer l'intégration d'un EPCI au travers du rapport entre la fiscalité qu'il lève et la totalité de la fiscalité levée sur son territoire.
- ▶ Il constitue un indicateur des compétences exercées au niveau du groupement *"plus les communes auront joué le jeu de l'intercommunalité, plus la DGF sera valorisée"*.

5. La dette de la CCPBS - Budget principal

- ▶ Au 1^{er} janvier 2019, l'encours total de la dette du budget principal est de :

3 773 925,18 €

- ▶ Pour 2019 le total des remboursements de la dette est estimé à :

666 350,14 €

- *525 982,54€ de remboursement de capital sur 2019*
 - *140 367,60€ d'intérêts à payer sur 2019*
- ▶ L'encours de la dette du budget principal est de 95,87€/hab
 - La moyenne départementale est de 137€/hab
 - La moyenne nationale est de 179€/hab

5. La dette de la CCPBS - Budget principal

► Structure de la dette du budget principal :

Date	Objet	Code Prêteur	Durée initiale	Index de taux	Taux	Montant initial ou transféré	Capital restant dû au 01/01/2019	Annuité à payer	Intérêts	Capital
22/12/2008	GEMAPI (prêt transféré)	CRCA	15 ans	Taux fixe	4,50%	9 632,04 €	8 200,75 €	1 840,80 €	344,01 €	1 496,79 €
22/12/2009	GEMAPI (prêt transféré)	CRCA	15 ans	Moy E3M	0,16%	24 650,00 €	21 250,00 €	3 435,38 €	35,38 €	3 400,00 €
18/11/2011	GEMAPI (prêt transféré)	CRCA	15 ans	Taux fixe	4,35%	33 778,26 €	30 641,19 €	4 555,72 €	1 279,93 €	3 275,79 €
20/01/2011	GEMAPI (prêt transféré)	CRCA	15 ans	Taux fixe	3,60%	5 447,29 €	4 156,85 €	1 486,54 €	149,65 €	1 336,89 €
22/12/2006	GEMAPI (prêt transféré)	CRCA	15 ans	Taux fixe	3,99%	8 181,00 €	6 255,95 €	2 222,92 €	219,88 €	2 003,04 €
14/04/2014	OT Guilvinec (prêt transféré)	CREDIT MUTU	15 ans	Taux fixe	3,17%	200 000,00 €	149 595,15 €	16 805,40 €	4 598,00 €	12 207,40 €
09/07/2015	GEMAPI (prêt transféré)	CRCA	15 ans	Taux fixe	2,32%	41 817,59 €	38 964,86 €	3 798,20 €	878,71 €	2 919,49 €
19/01/2017	GEMAPI (prêt transféré)	CRCA	15 ans	Taux fixe	1,22%	58 171,60 €	54 481,20 €	4 383,24 €	647,63 €	3 735,61 €
28/08/2001	Investissement 2001	DEXIA CL	20 ans	TAG 3M	0,00%	457 347,05 €	91 911,00 €	29 510,17 €	0,00 €	29 510,17 €
28/08/2001	Investissement 2001	DEXIA CL	20 ans	TAG 3M	0,00%	304 898,03 €	65 149,79 €	19 261,72 €	0,00 €	19 261,72 €
21/07/2006	Parc aquatique	DEXIA CL	20 ans et	Taux fixe	4,55%	3 000 000,00 €	1 533 924,43 €	224 856,18 €	70 762,92 €	154 093,26 €
15/02/2016	GEMAPI (prêt transféré)	CAISSE D'EPA	15 ans	Taux fixe	2,23%	54 859,90 €	51 336,66 €	4 717,28 €	1 114,82 €	3 602,46 €
29/10/2010	GEMAPI (prêt transféré)	CAISSE D'EPA	15 ans	Taux fixe	3,12%	49 626,39 €	44 076,59 €	7 033,64 €	1 308,64 €	5 725,00 €
25/10/2013	Haut débit Île Tudy	CAISSE D'EPA	15 ans	Taux fixe	3,25%	150 000,00 €	76 677,28 €	12 717,24 €	2 399,87 €	10 317,37 €
09/07/2010	Modernisation UOM Tranche	DEXIA CL	20 ans	Taux fixe	2,36%	750 000,00 €	370 367,31 €	59 516,88 €	8 289,53 €	51 227,35 €
18/12/2018	Refinancement 2019	BANQUE POS	10 ans	Taux fixe	0,96%	64 936,17 €	64 936,17 €	5 362,15 €	491,95 €	4 870,20 €
16/06/2004	Installation de Co-compostage	CACIB	13 ans et	Taux fixe	3,96%	1 650 000,00 €	237 000,00 €	126 515,55 €	9 515,55 €	117 000,00 €
15/04/2007	Parc aquatique & modernisation	CACIB	20 ans	Taux fixe	4,26%	2 000 000,00 €	925 000,00 €	138 331,13 €	38 331,13 €	100 000,00 €
TOTAL							3 773 925,18 €	666 350,14 €	140 367,60 €	525 982,54 €

5. La dette de la CCPBS - Budgets annexes

- ▶ Structure de la dette du budget annexe de l'eau :

<i>Date</i>	<i>Objet</i>	<i>Code Prêteur</i>	<i>Durée initiale</i>	<i>Index de taux</i>	<i>Taux</i>	<i>Montant initial</i>	<i>Capital restant dû au 01/01/2019</i>	<i>Annuité à payer</i>	<i>Intérêts</i>	<i>Capital</i>
01/08/2008	Filière tranche 2	SFIL CAFFIL	20 ans	Inflation FR	1,83%	3 000 000,00 €	1 720 090,96 €	203 931,76 €	53 887,38 €	150 044,38 €
15/10/2004	Filière tranche 1	CACIB	20 ans	Fixe	4,30%	1 050 000,00 €	408 000,00 €	78 787,67 €	17 787,67 €	61 000,00 €
02/02/2017	Sécurisation usine eau potab	AELB	15 ans	Fixe	0,00%	220 553,60 €	220 553,60 €	13 233,22 €	0,00 €	13 233,22 €
02/02/2017	Sécurisation usine eau potab	AELB	15 ans	Fixe	0,00%	145 001,20 €	145 001,20 €	8 700,07 €	0,00 €	8 700,07 €
TOTAL							2 493 645,76 €	304 652,72 €	71 675,05 €	232 977,67 €

- ▶ Encours global de la dette du budget annexe de l'eau :

2 493 645,76 €

5. La dette de la CCPBS - Budgets annexes

► Structure de la dette du budget annexe assainissement : (1/3)

Date	Objet	Code Prêteur	Durée initiale	Index de taux	Taux	Montant initial ou transféré	Capital restant dû au 01/01/2019	Annuité à payer	Intérêts	Capital
09/07/2007	Assainissement (transféré)	CRCA	25 ans	Euribor3M	0,00%	450 000,00 €	260 971,95 €	18 979,76 €	0,00 €	18 979,76 €
29/03/2002	Assainissement (transféré)	DEXIA CL	20 ans	TAG 03 M	0,00%	117 710,76 €	96 284,27 €	22 435,68 €	0,00 €	22 435,68 €
01/02/2004	Assainissement (transféré)	CRCA	20 ans	Fixe	4,00%	96 621,72 €	84 388,48 €	16 098,11 €	3 375,54 €	12 722,57 €
01/03/2005	Assainissement (transféré)	CRCA	20 ans	Euribor3M	0,00%	109 391,61 €	96 757,22 €	12 918,29 €	0,00 €	12 918,29 €
10/05/2005	Assainissement (transféré)	CRCA	20 ans	Fixe	3,97%	300 000,00 €	124 384,30 €	21 805,44 €	4 685,27 €	17 120,17 €
07/02/2003	Assainissement (transféré)	CRCA	20 ans	Fixe	4,65%	305 000,00 €	90 180,68 €	23 507,24 €	3 854,00 €	19 653,24 €
27/06/2016	Assainissement (transféré)	CRCA	15 ans	Fixe	1,45%	150 000,00 €	129 522,54 €	11 144,92 €	1 827,56 €	9 317,36 €
27/06/2016	Assainissement (transféré)	CRCA	15 ans	Fixe	1,20%	450 000,00 €	387 546,23 €	32 825,82 €	4 523,51 €	28 302,31 €
10/03/2017	Assainissement (transféré)	CRCA	25 ans	Fixe	1,79%	500 000,00 €	471 795,74 €	24 851,64 €	8 334,68 €	16 516,96 €
15/06/2009	Assainissement (transféré)	CAISSE D'EP	30 ans	Fixe	4,81%	340 216,14 €	318 682,48 €	38 125,34 €	15 541,52 €	22 583,82 €
09/10/2012	Assainissement (transféré)	CDC	15 ans	Fixe	4,42%	470 801,55 €	432 345,44 €	59 265,54 €	19 109,67 €	40 155,87 €
27/07/2010	Assainissement (transféré)	DEXIA CL	20 ans	Fixe	2,57%	63 585,82 €	59 410,67 €	5 769,28 €	1 485,79 €	4 283,49 €
27/07/2010	Assainissement (transféré)	DEXIA CL	20 ans	Fixe	3,52%	196 084,61 €	183 966,02 €	18 861,96 €	6 311,14 €	12 550,82 €

5. La dette de la CCPBS - Budgets annexes

► Structure de la dette du budget annexe assainissement : (2/3)

Date	Objet	Code Prêteur	Durée initiale	Index de taux	Taux	Montant initial ou transféré	Capital restant dû au 01/01/2019	Annuité à payer	Intérêts	Capital
26/08/2010	Assainissement (transféré)	CRCA	19 ans	Fixe	3,48%	330 248,48 €	311 540,59 €	30 200,54 €	10 841,61 €	19 358,93 €
26/08/2010	Assainissement (transféré)	CRCA	19 ans	Fixe	3,68%	56 923,15 €	54 012,09 €	5 005,83 €	1 987,64 €	3 018,19 €
17/11/2006	Assainissement (transféré)	CRCA	20 ans	Fixe	3,85%	142 994,03 €	131 000,84 €	17 498,46 €	5 043,53 €	12 454,93 €
06/07/2006	Assainissement (transféré)	CRCA	20 ans	Fixe	4,15%	167 941,02 €	152 169,04 €	22 741,53 €	6 315,02 €	16 426,51 €
13/12/2002	Assainissement (transféré)	CAISSE D'EP	20 ans	Fixe	4,85%	30 811,78 €	25 228,90 €	6 976,72 €	1 118,12 €	5 858,60 €
08/08/2006	Assainissement (transféré)	CRCA	4 ans	Fixe	3,75%	22 539,66 €	17 216,18 €	6 094,41 €	568,50 €	5 525,91 €
15/01/2014	Assainissement (transféré)	CDC	21 ans	Livret A+1	1,75%	222 000,01 €	209 666,68 €	16 002,50 €	3 669,17 €	12 333,33 €
21/07/2014	Assainissement (transféré)	CDC	21 ans	Livret A+1	1,75%	385 714,29 €	364 285,72 €	27 803,57 €	6 375,00 €	21 428,57 €
06/12/2014	Assainissement (transféré)	CDC	21 ans	Livret A+1	1,75%	380 000,00 €	360 000,00 €	26 300,00 €	6 300,00 €	20 000,00 €
21/12/2015	Assainissement (transféré)	CDC	20 ans	Livret A+0,75	1,50%	747 313,31 €	715 960,14 €	42 793,75 €	10 499,99 €	32 293,76 €
17/11/2006	Assainissement (transféré)	CRCA	20 ans	Fixe	4,10%	155 173,20 €	142 308,49 €	19 226,81 €	5 834,65 €	13 392,16 €
01/07/2006	Assainissement (transféré)	CRCA	12 ans	Fixe	4,22%	500 000,00 €	212 500,46 €	33 483,94 €	8 483,98 €	24 999,96 €
19/07/2006	Assainissement (transféré)	CAISSE D'EP	20 ans	Fixe	4,90%	3 200 000,00 €	1 431 872,85 €	237 583,78 €	67 990,16 €	169 593,62 €

5. La dette de la CCPBS - Budgets annexes

► Structure de la dette du budget annexe assainissement : (3/3)

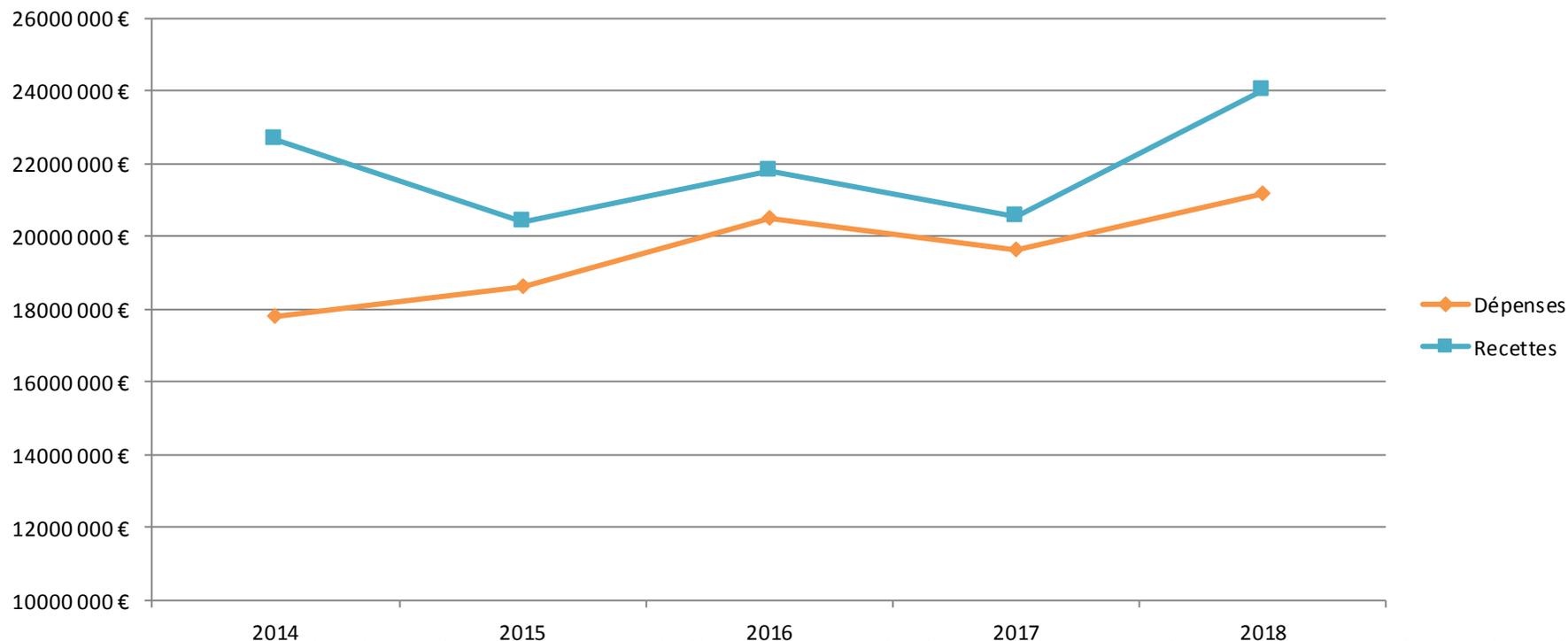
Date	Objet	Code Prêteur	Durée initiale	Index de taux	Taux	Montant initial ou transféré	Capital restant dû au 01/01/2019	Annuité à payer	Intérêts	Capital
02/07/2013	Assainissement (transféré)	CAISSE D'EP	15 ans	Fixe	5,15%	300 000,00 €	216 953,10 €	29 127,58 €	10 975,19 €	18 152,39 €
15/12/2005	Assainissement (transféré)	DEXIA CL	15 ans	Fixe	3,55%	100 000,00 €	18 577,26 €	8 627,32 €	552,79 €	8 074,53 €
18/12/2018	Assainissement (transféré)	BANQUE POS	10 ans	Fixe	0,96%	2 099 602,83 €	2 099 602,83 €	173 376,82 €	15 906,59 €	157 470,23 €
11/03/2004	Assainissement (transféré)	CACIB	15,5 ans	Fixe	4,87%	3 000 000,00 €	803 571,00 €	93 248,83 €	39 677,43 €	53 571,40 €
13/06/2006	Assainissement (transféré)	CACIB	8 ans	TAM(Postfix	0,08%	450 000,00 €	175 000,00 €	25 141,94 €	141,94 €	25 000,00 €
02/03/2004	Assainissement (transféré)	AELB	17 ans	Fixe	0,00%	106 500,00 €	21 300,00 €	7 100,00 €	0,00 €	7 100,00 €
19/11/2012	Assainissement (transféré)	AELB	15 ans	Fixe	0,00%	298 600,00 €	231 182,76 €	17 783,29 €	0,00 €	17 783,29 €
23/10/2001	Assainissement (transféré)	AELB	17 ans	Fixe	0,00%	81 849,88 €	1 091,31 €	1 091,31 €	0,00 €	1 091,31 €
30/04/2002	Assainissement (transféré)	AELB	17 ans	Fixe	0,00%	110 190,00 €	8 815,20 €	7 346,00 €	0,00 €	7 346,00 €
30/09/2002	Assainissement (transféré)	AELB	17 ans	Fixe	0,00%	230 000,00 €	33 733,37 €	15 333,33 €	0,00 €	15 333,33 €
31/10/2006	Assainissement (transféré)	AELB	17 ans	Fixe	0,00%	135 000,00 €	54 000,00 €	9 000,00 €	0,00 €	9 000,00 €
TOTAL							10 527 824,83 €	1 185 477,28 €	271 329,99 €	914 147,29 €

► Encours global de la dette du budget annexe assainissement :

10 527 824,83 €

6, L'évolution des dépenses & recettes de fonctionnement Vue d'ensemble des Comptes Administratifs

	2014	2015	2016	2017	2018
Dépenses	17 816 429 €	18 605 707 €	20 525 000 €	19 642 576 €	21 166 103 €
Recettes	22 692 737 €	20 407 426 €	21 788 150 €	20 554 196 €	24 003 942 €



Les Recettes : Les recettes fiscales en hausse en raison de l'augmentation des bases & des taux , des recettes issues des produits des services supérieures à 2017, avec notamment +40 000€ sur Aquasud et des remboursements de frais de personnel des budgets annexes pour 396 383 € **Attention sans retraitement +16, 78 entre 2017/18 + 7,15 % sans la reprise sur provision et le produit de TASCOM non prévu**

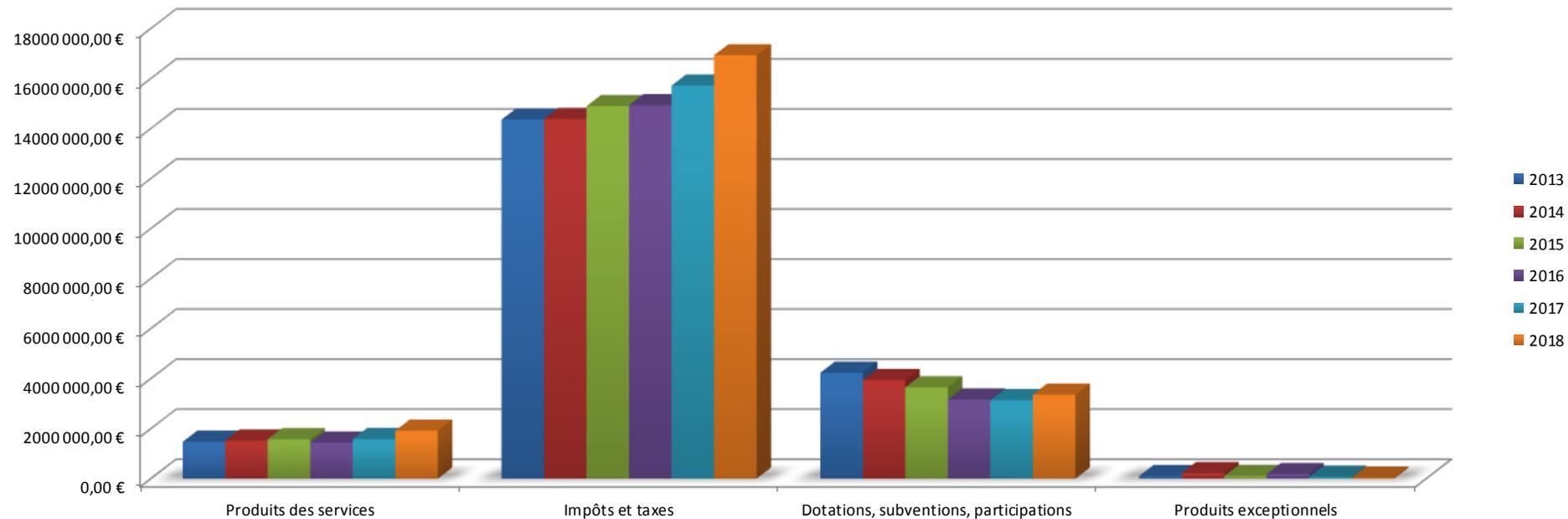
Des charges en hausse liées aux transferts de compétences+ écritures exceptionnelles en 2018
L'augmentation est de +7,76% par rapport à l'exercice 2017 après Retraitement + 4,02 % reprises sur provisions

6. L'évolution des dépenses & recettes de fonctionnement

Vue d'ensemble des recettes de fonctionnement

Évolution des recettes de fonctionnement

(Données comptes administratifs 2013 à 2018)

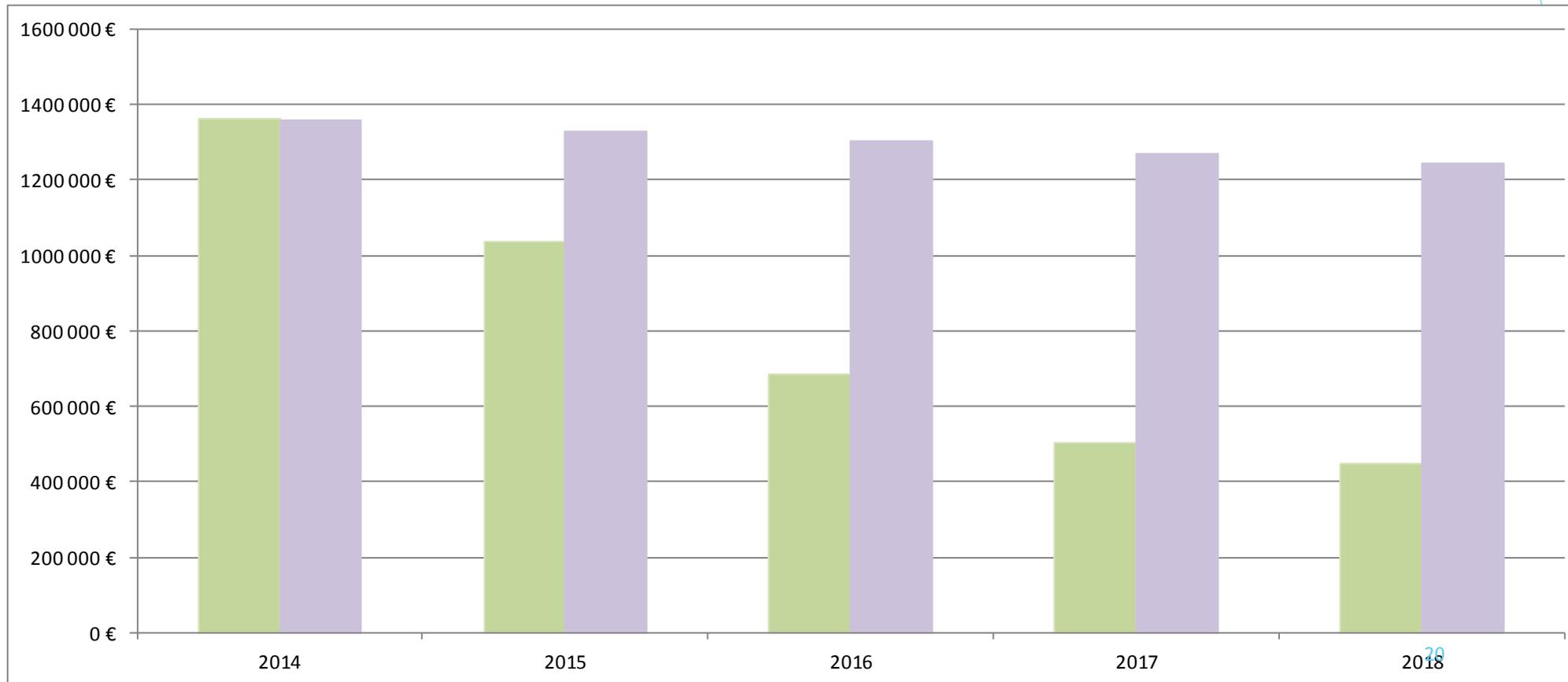


- **Chapitre 70 produits des services** : 1 914 797€ en 2018 (+330 652€ par rapport à 2017). La variation s'explique par le remboursement des frais de personnel par les budgets annexes, davantage de recettes sur Aquasud et sur les Espaces Naturels.
- **Chapitre 73 impôts et taxes** : Les recettes fiscales ont augmenté sur 2018 (+1,2M€) suite à l'augmentation des taux et des bases. On retient également que la collectivité perçoit la taxe de séjour depuis 2017 (320 048€ en 2018 +13,34% par rapport à 2017)
- **Chapitre 74 dotations subventions et participations** : 3 357 564€ en 2018 (+220 010€ par rapport à 2017). Cette augmentation provient de subventions liées à la GEMAPI (29 736€), à l'étude de transfert de la compétence assainissement (13 995€), au CEJ 2017 (53 698€) mais également davantage de soutiens liés à la collecte des déchets (+93 889€).

6. L'évolution des dépenses & recettes de fonctionnement

Zoom sur l'évolution des dotations de l'État

	2014	2015	2016	2017	2018
Dotation d'intercommunalité	1 362 377 €	1 035 730 €	685 436 €	503 736 €	448 088 €
Dotation de compensation	1 360 172 €	1 330 487 €	1 304 741 €	1 268 486 €	1 241 998 €



6. L'évolution des dépenses & recettes de fonctionnement

Zoom sur l'évolution des produits fiscaux

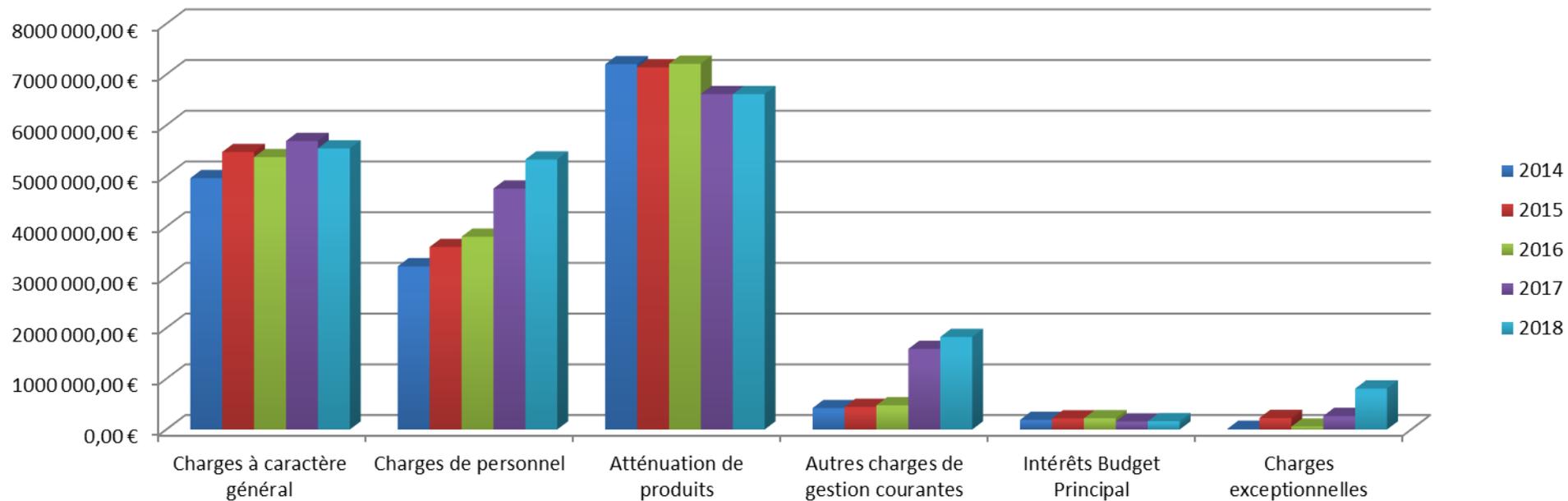
	2016	2017	Variation 2016-2017	2018	Variation 2017-2018
CFE	1 762 814 €	1 791 370 €	+28 556 € +1,62%	1 793 403 €	+2 033 € +0,11%
CVAE	902 268 €	932 670 €	+30 402 € +3,37%	958 901 €	+26 231 € +2,81%
TASCOM	524 968 €	722 539 €	+197 571 € +37,63%	1 017 619 €	+295 080 € +40,84%
IFER	94 668 €	95 696 €	+1 028 € +1,09%	102 970 €	+7 274 € +7,60%
TH & TF-NB	7 407 140 €	7 394 202 €	-12 938 € -0,17%	8 031 404 €	+637 202 € +8,62%
TEOM	4 098 306 €	4 146 398 €	+48 092 € +1,17%	4 500 730 €	+354 332 € +8,55%
Taxe de séjour	-	282 359 €	-	320 048 €	+37 689 € +13,35%
TOTAL Chap 73	14 931 661 €	15 713 448 €	+781 787 € +5,24%	16 924 131 €	+1 210 683 € +7,70%

6. L'évolution des dépenses & recettes de fonctionnement

Vue d'ensemble des dépenses de fonctionnement

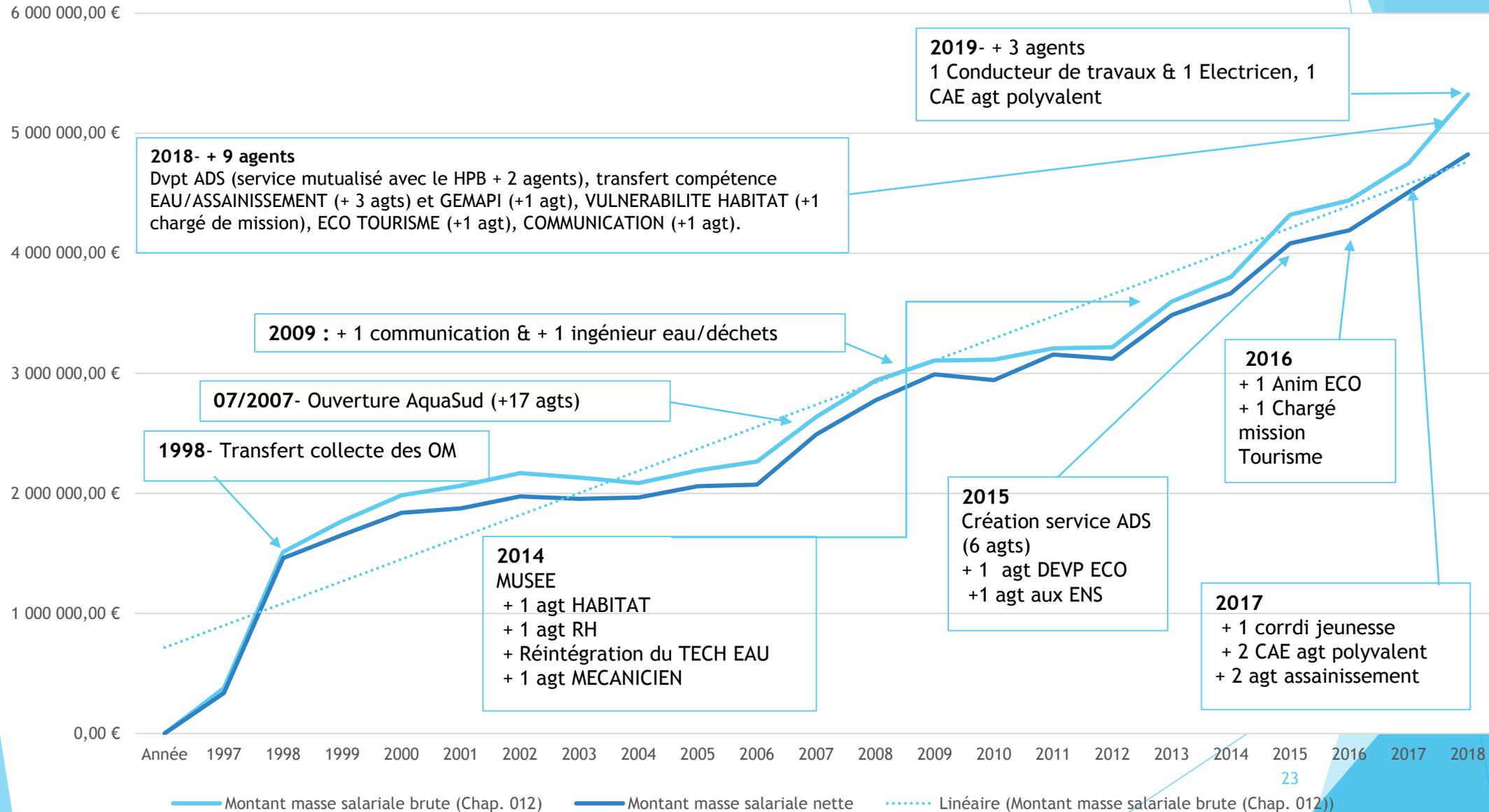
Évolution des dépenses de fonctionnement

(Données comptes administratifs 2014 à 2018)



6. L'évolution des dépenses & recettes de fonctionnement

Zoom sur l'évolution des charges de personnel



6. L'évolution des dépenses & recettes de fonctionnement

Zoom sur l'évolution des charges de personnel

- ▶ En 2018, 11 agents ont intégré les effectifs de la CCPBS :
 - 3 agents dans le cadre de la prise de compétence « Assainissement » et 1 agent en lien avec la GEMAPI ;
 - 2 agents supplémentaires en vue de la création du SIADS avec le Haut Pays Bigouden ;
 - Pérennisation de 2 agents au service de collecte des déchets
 - 1 agent recruté en tant que chargé de mission « Vulnérabilité de l'habitat » CDD ;
 - Renforcement des services : 1 agent recruté sur le service « Développement économique - Tourisme » et 1 agent également sur le service « Communication ».
- ▶ En parallèle 2 agents ont fait valoir leurs droits à la retraite en 2018.

6. L'évolution des dépenses & recettes de fonctionnement

Zoom sur l'évolution des charges de personnel

- ▶ Pour 2019, le Conseil Communautaire a validé :
 - La création d'un poste d'électricien/plombier (estimation à 38,5K€) ;
 - Le recrutement d'un agent polyvalent des services techniques (estimation à 33,5K€ - remplacement d'un agent parti en retraite).
- ▶ Par ailleurs, les impacts budgétaires liés aux charges de personnel sont estimés comme suit :
 - Avancement de grades et d'échelons avec effet au 01/04/19 : 28 000€ ;
 - Impact de la PPCR : 23 000€ ;
 - Paiement éventuel des jours CET monétisables : 91 000€ (provisions).
- ▶ Enfin il faut retenir une baisse des charges liées à l'assurance statutaire du personnel, le taux passant de 6,45% en 2018 à 5,37% en 2019, soit une économie d'environ 20 000€.

6. L'évolution des dépenses & recettes de fonctionnement

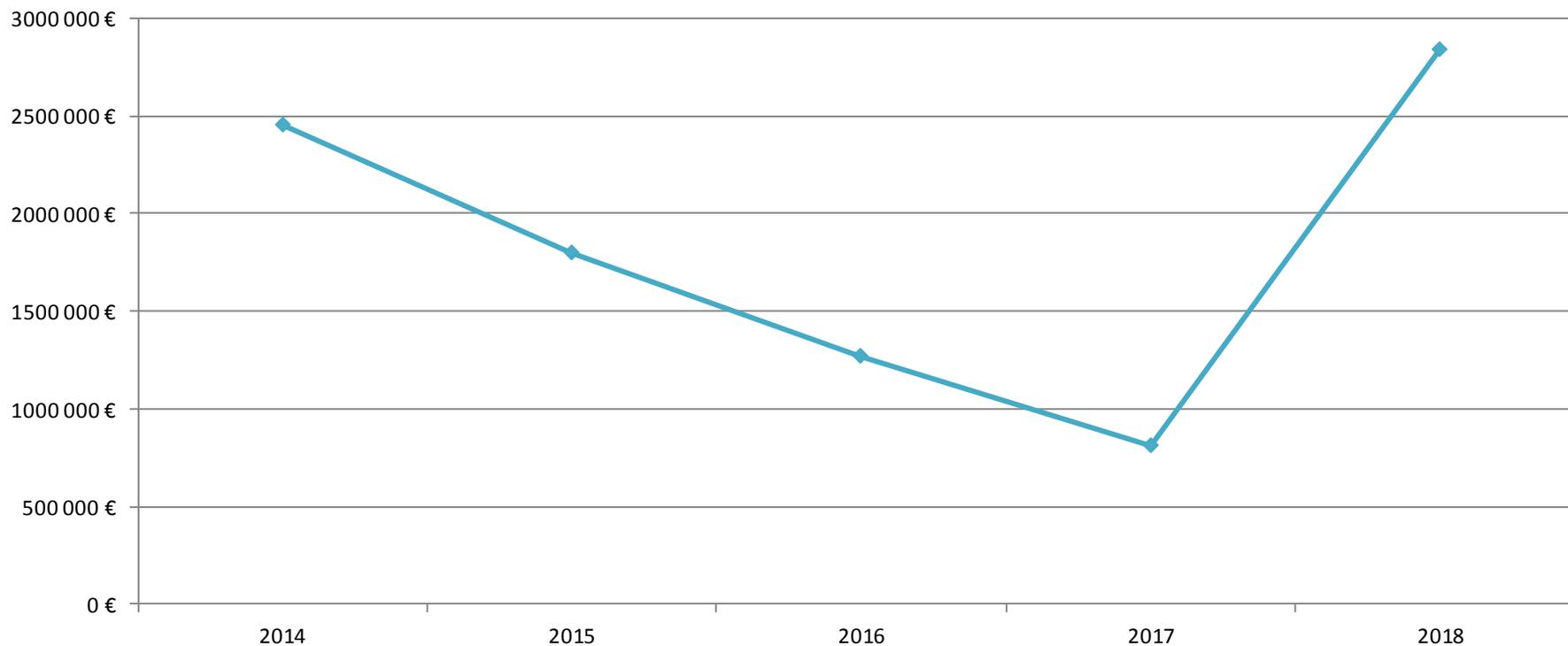
Zoom sur l'évolution des charges de personnel

► Estimation de la masse salariale pour 2019 :

	Prévisions 2018	Réalisé 2018	Prévisions calculées pour 2019	A porter au Budget primitif
CLIC	87 000,00 €	84 003,45 €	102 900,00 €	106 000,00 €
PORTAGE	284 600,00 €	273 648,81 €	285 000,00 €	295 000,00 €
BP	5 939 355,00 €	5 323 374,57 €	5 900 000,00 €	6 100 000,00 €
TOTAL	6 310 955,00 €	5 681 026,83 €	6 287 900,00 €	6 501 000,00 €

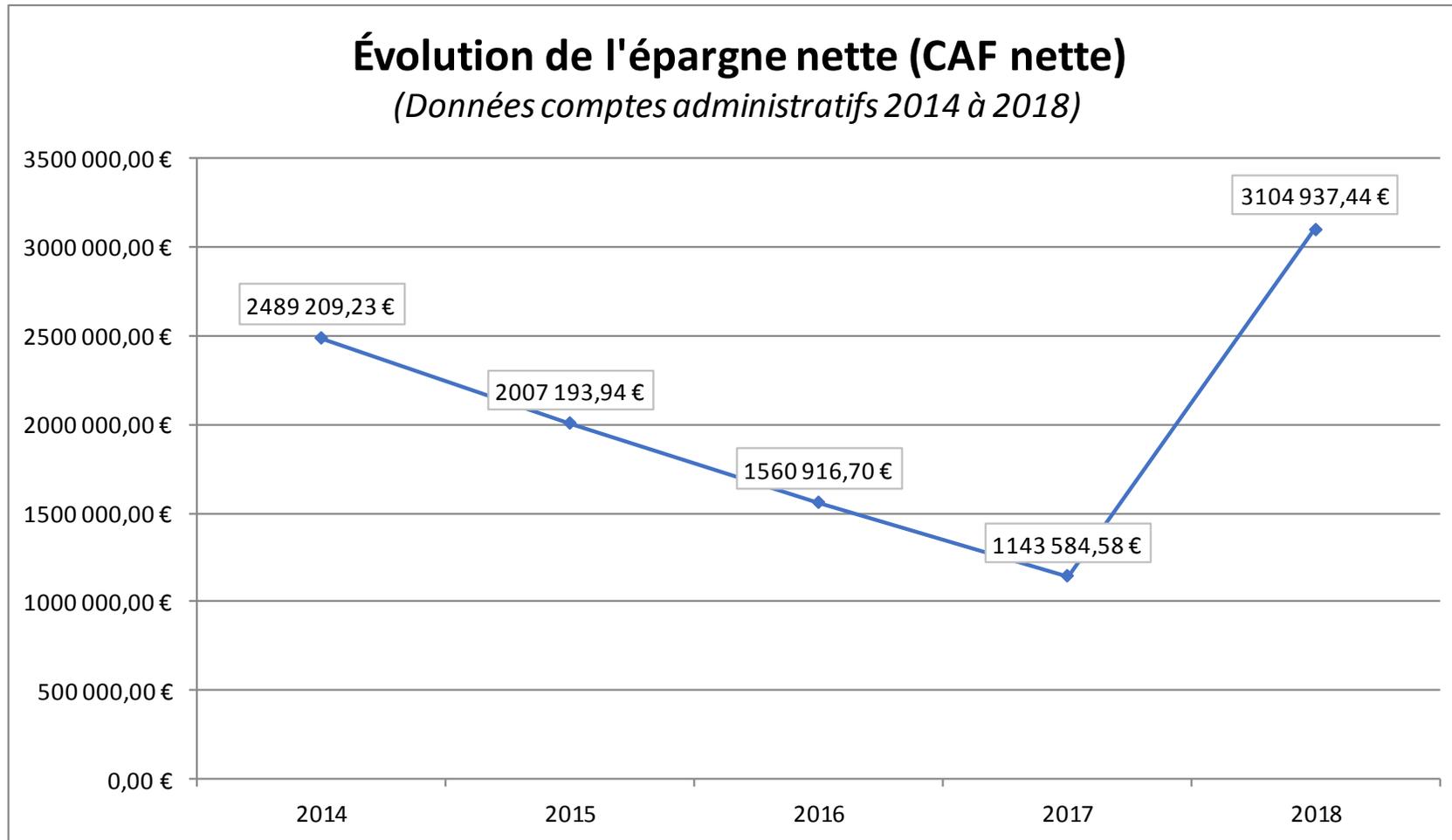
7. L'évolution du résultat

	2014	2015	2016	2017	2018
Résultat	2 451 703 €	1 801 719 €	1 263 770 €	806 884 €	2 837 839 €



Le résultat de fonctionnement 2018 est à un niveau exceptionnel. En effet, plusieurs facteurs expliquent la différence constatée avec celui de l'exercice n-1 : +867 075€ en lien avec la résolution du contentieux sur l'usine de Lézinadou ; +400 000€ de produits TASCOM ; augmentation des recettes fiscales (liée à l'augmentation des taux & bases) ; augmentation conséquente des produits des services ²⁷ (exemple : +40 000€ sur Aquasud) ; diminution des dépenses au chapitre 011 -145 905€ (en raison de 300 000€ de traitement des boues des communes au budget assainissement depuis 2018).

8. L'évolution de l'épargne



8. L'évolution de l'épargne

Zoom sur la formation de l'autofinancement définition

- ▶ La détermination de la Capacité d'Autofinancement (CAF) se révèle être un concept central pour l'analyse d'une collectivité locale. Ainsi, l'examen de la CAF va permettre de répondre aux questions suivantes :
 - ▶ Est-ce que l'excédent dégagé par la section de fonctionnement permet :
 - De couvrir le remboursement en capital des emprunts de ma collectivité ?
 - De dégager une ressource susceptible de financer en partie les autres dépenses d'investissement de ma collectivité ?

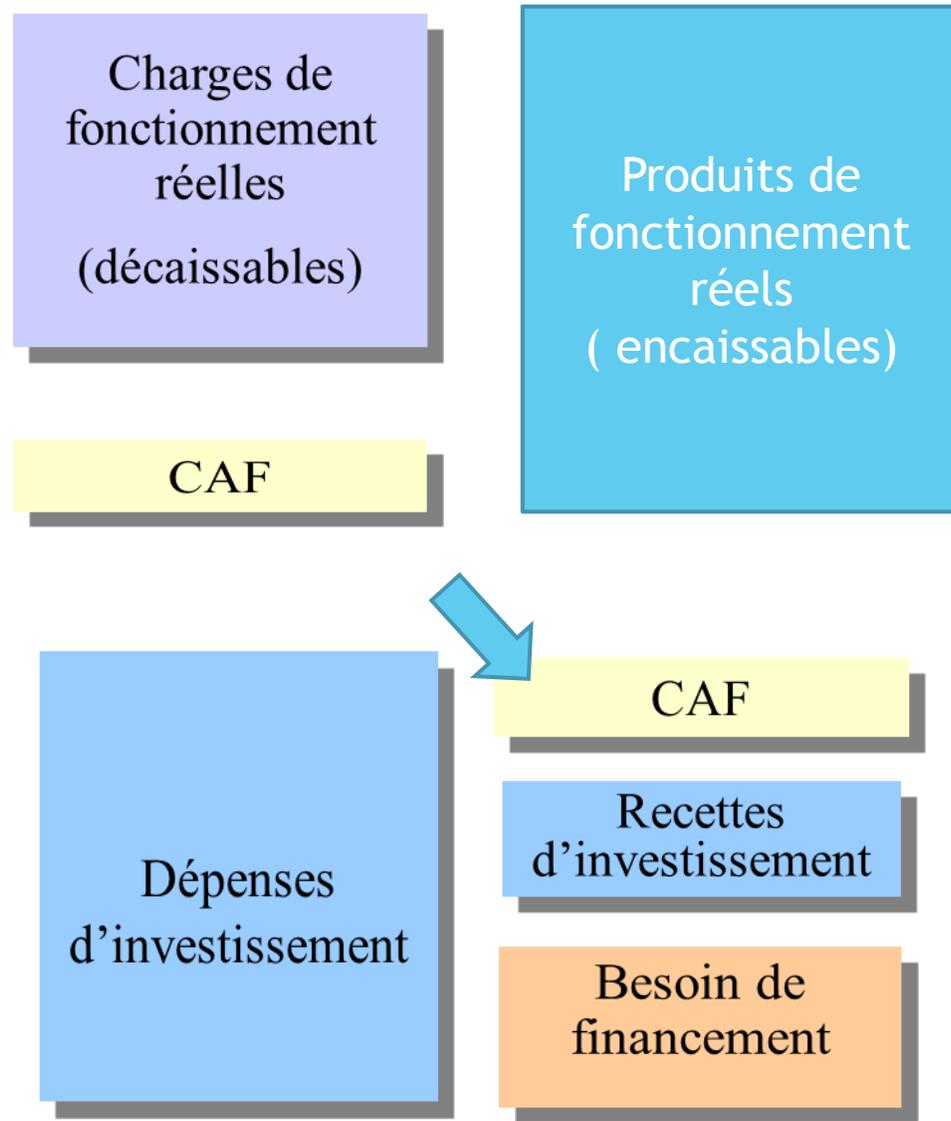
La CAF brute est égale aux produits réels de fonctionnement (encaissables) - les charges réelles de fonctionnement (décaissables).

La CAF nette est égale à la CAF brute - le remboursement en capital de la dette.

La CAF nette représente donc l'autofinancement de la collectivité

8. L'évolution de l'épargne

Zoom sur la formation de l'autofinancement



L'équilibre est réalisé grâce à une ressource : la CAF Brute

Elle a vocation à couvrir le remboursement de la dette en capital (dépenses d'investissement)

$$\begin{aligned} \text{CAF Brute} - \text{remboursement de la dette} \\ = \\ \text{CAF nette} \\ = \\ \text{Autofinancement} \end{aligned}$$

ZOOM sur quelques ratios qui complètent l'information analytique

Le ratio de rigidité des charges structurelles :

charges de personnel + contributions obligatoires et participations + charges d'intérêt

produits de fonctionnement réels (= encaissables)

ce ratio permet de mesurer le poids dans la section de fonctionnement des charges difficilement compressibles

Le coefficient d'autofinancement courant:

Charges de fonctionnement réelles (=décaissables)

+ remboursements en capital d'emprunts)

Produits de fonctionnement réels

Plus ce ratio est proche de 1, plus la CAF nette se réduit.

Fiches AEF DGFIP	CCPBS	REGION	France
Coefficient autofinancement courant 2014	0,80	0,84	0,86
2015	0,85	0,84	0,87
2016	0,76	0,87	0,90
2017	0,92	0,86	0,89
Ratio de rigidité			
2014	0,31	0,39	0,43
2015	0,34	0,39	0,44
2016	0,31	0,42	0,47
2017	0,34	0,40	0,46

Principaux constats

Au 31 décembre 2018

- ▶ La dette reste peu élevée : une capacité de désendettement inférieure à 3 ans
- ▶ Une épargne nette (CAF nette) qui passe de 3 255 395 € en 2012 à 1 143 584 € en 2017 . En 2018 du fait d'éléments conjoncturels favorables , le résultat est amélioré et la CAF nette se chiffre à 3 104 937 euros :
- ▶ Les Recettes : Les recettes fiscales en hausse en raison de l'augmentation des bases & des taux , des recettes issues des produits des services supérieures à 2017, +16, 78 entre 2017/18 + 7,15 % sans la reprise sur provision et le produit de TASCOM non prévu
- ▶ Les Charges : des charges en hausse liées aux transferts de compétences+ aux écritures exceptionnelles en 2018 L'augmentation est de +7,76% par rapport à l'exercice 2017 après retraitement + 4,02 % (sans reprises sur provisions)
- Un autofinancement des investissements depuis 2010 sans recourir à l'emprunt

En 2019 et années suivantes

- ▶ Une attention particulière doit être apportée à la maîtrise de la section de fonctionnement en dépenses
- ▶ Rechercher des pistes d'amélioration des recettes au regard de la baisse conséquente des recettes issues des dotations de l'Etat et l'exercice des nouvelles compétences pour la plupart non compensées
- ▶ Il convient également de garder une attention particulière sur les budgets annexes pour lesquels la trésorerie du budget principal est directement impactée avec un reste à charge à couvrir en fin d'opération notamment pour le budget ZA
- ▶ Le travail de prospective financière engagé en janvier 2017 s'est poursuivi , il permet de disposer des éléments nécessaires à l'aide à la décision et au débat d'orientations budgétaires

Rappel non exhaustif de ce qui a été réalisé sur la période 2014/2018 et au 1^{er} janvier 2019

- ▶ Prise de compétences espaces naturels
- ▶ Adhésion au Syndicat Mixte Mégalis Bretagne (déploiement du FTTH sur le territoire 14 millions d'euros d'investissement)
- ▶ Création d'un service mutualisé d'instruction du droit des sols élargissement au territoire de la CCHPB au 1^{er} janvier 2018
- ▶ Mise en place du PLH et du FIFI
- ▶ Mise en place d'une stratégie portuaire et d'une stratégie touristique , complétée par l'adoption le 1^{er} février 2018 de la Convention de partenariat avec la Région sur les politiques de développement économiques dans le cadre du SRDEII (Schéma Régional de Développement Economique , d'Innovation et d'internationalisation instauré par la loi NOTRe) : feuille de route économique 2018/2021 de la CCPBS
- ▶ Création de la SPL : Office de Tourisme Intercommunal
- ▶ Mise en place et soutien à une politique Petite Enfance et coordination de la politique jeunesse
- ▶ Volonté de travailler sur la détermination de sites d'intérêt communautaire

Conséquence de la Loi NOTRe sur les compétences exercées ou à exercer à court terme

- ▶ Entretien et gestion des zones d'activités économiques (disparition de la notion de zones d'activités d'intérêt communautaire)
- ▶ Création et gestion des aires d'accueil des gens du voyage depuis le 1^{er} janvier 2017
- ▶ Adhésion au Syndicat mixte des ports de pêche plaisance de Cornouaille au titre la compétence économique au 1^{er} janvier 2018
- ▶ Assainissement au 1^{er} janvier 2018
- ▶ GEMAPI au 1^{er} janvier 2018

Les « rendez vous » d'importance en 2019

- ▶ La finalisation du Pacte Financier et Fiscal entre la CCPBS et les Communes
- ▶ Le positionnement sur la prise de compétence PLUiH
- ▶ L'écriture du Projet de Territoire
- ▶ Poursuite de la négociation pour la signature du nouveau contrat Convention Territoriale Globale avec la CAF

GRANDES ORIENTATIONS et ACTIONS NOUVELLES 2019 PAR COMMISSION

COMMISSION 1 promotion économique, filière maritime, agriculture, promotion du territoire et tourisme

Renforcement du couple Région / EPCI en matière de développement économique dans le cadre du SRDEII : une convention cadre avec le Conseil régional sur les politiques de développement économique signée en 2018 et sera complétée en 2019. Dans ce cadre, les projets suivants seront menés / poursuivis :

Aide aux entreprises / aide au fonctionnement des structures économiques

- Pass commerce et artisanat : enveloppe de 85 000 euros / reste à charge 50 000 euros après contrepartie régionale
- Reconstitution des aides aux JA (12.000 €) et co-financement de projets éligibles au DLAL FEAMP en cours
- Reconstitution de l'enveloppe pour les subventions des partenaires économiques et des événements d'intérêt communautaire, dans le cadre du Service public d'accompagnement des entreprises

Participation au Syndicat mixte des ports de pêche /plaisance de Cornouaille : 2ème année de contribution

- 315 000 euros (112 000 € en FCT / 203 000 € en INV)

Aménagement et ménagement et de gestion des zones d'activités :

- Achat de foncier pour l'extension de la Prat Gouzien (Techsealab) : 50 000 €
- Achat de foncier et aménagement de la ZA de Kerargont: 451 283 € en foncier, 30 000 € en études/Moe
- Raccordement en eau de mer de la ZA de Toul Car Bras : 120 000 € études de maîtrise d'œuvre et études réglementaires (budget général)
- 50 000 € pour la réfection de la voirie des ZA (budget général)

Immobilier d'entreprises

- 200 000 € en 2019 sur le PPI sur un total programmé de 500 000 €
- Aide à l'abattoir du Faou : 70.000 €

Promotion du Tourisme / fonctionnement de l'office de tourisme

- 855 000 euros contribution au fonctionnement 2019
- Travaux dans les locaux des bureaux d'information touristique : 70.000 € prévu au PPI pour 2019

Actions d'Animation économique et de promotion

- ▶ Mise en place d'outils de communication et de réalisation de contenus: 20 000 €
- ▶ Evénements identifiés à ce jour :
 - ▶ La Torche Pro Junior : 30 000 € (hors valorisation RH espaces naturels)

Sites communautaires ou projet intercommunautaire

- ▶ Participation au cinéma de Pont L'abbé : subvention de 800. 000 euros
- ▶ Conserverie LE GALL : fond de concours de 300. 000 euros
- ▶ Tronoën : restitution de l'étude diagnostic pour définir un programme de travaux (340.000 € indiqué au PPI pour 2019)

COMMISSION 2 administration générale , personnel, équipements communautaires , finances , budget

- **Equipements communautaires** **2 336 000 HT euros**
- Locaux du siège marchés de travaux à venir (986 310 € en 2019) et Kerist (500 000 € en 2018) travaux d'agrandissement
- Centre aquatique (changement des filtres à sable ,renouvellement de matériel, étude de faisabilité d'un espace bien être)
160 000 euros
- **Ressources Humaines pour les budgets : Général Eau et Assainissement, CLIC et Portage** **6 300 000 euros**
- le Glissement Vieillesse Technicité +3,5 % moyenne, recrutement d'un électricien plombier sur le budget principal, avancement d'échelons et de grade (28.000 €), PPCR (23.000 €), provision pour CET monétisable (91.000 €), agents recrutés en cours d'année 2018 comptabilisés pour une année pleine à compter de 2019, recrutement d'un conducteur de travaux (44.800 €) et CDD occasionnel pour pallier l'absence de titulaire sur le budget assainissement
- **Poursuite de la réflexion sur l'étude de mutualisation du parc informatique et besoins à mutualiser**
- **Finances Budget**
- ▶ Le travail de prospective financière engagé en 2017 et 2018 a été actualisé afin de disposer des éléments nécessaires à la décision. Il fait l'objet d'une présentation ce soir + pacte financier en cours
- ▶ Renouvellement du marché mutualisé de petites fournitures et matériel de bureau avec 11 communes

COMMISSION 3 commission technique : réseaux et travaux , très haut débit, eau, déchets

➤ **Très Haut Débit phase pluriannuelle 1 (2018- 2019) :** **885.105 euros en 2019**

Déploiement sur Pont L'abbé 1455 prises Tréguennec 391 prises Loctudy 1436 prises (445 euros /prise)

COMMISSION 3 commission technique : réseaux et travaux , très haut débit, eau, déchets (suite)

➤ Déchets -



Etudes diverses « Déchets »

- Poursuite et restitution de l'étude pour la création d'un syndicat unique de traitement (Cout partagé par les 3 parties engagées dans l'étude)
- Réflexion sur la collecte des déchets en porte à porte

70.000 euros

- Usine de Lézinaudou : sécurisation des rejets NH4 et vérification du pH
- ISDnd de Tréméoc : couverture des casiers et gestion des eaux pluviales
- Matériel divers (conteneurs, colonnes)
- Véhicule de collecte

76.400 euros

120.000 euros

60.000 euros

200.000 euros

Zoom budget annexe eau potable attaché à la commission 3

- Sécurisation de la ressource en eau brute, Bâche, Barrage (Etudes) **360.000 euros**
- Travaux Barrage (continuité écologique...) **70.000 euros**
- Programme AEP 2019 solde 2018 (renouvellement, extension, renforcement) **2 millions d'euros**

Zoom budget annexe Assainissement attaché à la commission 3

- **Assainissement - Investissements**
- Travaux Réseau **3,5 millions d'euros**
- Travaux Postes de relèvement **1 millions d'euros**
- Travaux sur stations d'épuration **10.000 euros**
- *(Besoin d'emprunt de 3.400.000 € estimé lors du travail prospectif réalisé en septembre dernier. A vérifier au BP)*

▶ **COMMISSION 4 aménagement , habitat, espaces naturels**

▶ **Mise en œuvre et poursuite du PLH: 855 989 €:** amélioration de l'Habitat privé: 339.470 € (hors subvention Anah); FIFI 220.000 €; production de logements locatifs sociaux: 70 000€; PLH Gens du voyage: 15 000€; ingénierie-communication: 46 000€.

▶ **création et gestion d'une aire d'accueil de gens du voyage - Investissement :** **606 986 euros**

▶ **Valorisation du patrimoine naturel**

▶ Achat de matériel divers **67 400 euros**

▶ Reprise bande de roulement Parking La Torche **48 000 euros**

▶ Mini pelle **36 000 euros**

▶ Reconstitution de l'action de destructions des frelons asiatiques **30 000 euros**

▶ **GEMAPI** **606.000 euros**

▶ études et travaux (digue de Kermor, confortement dunaire Treustel, ...) // subventions PAPI Etat et Département + Agence de l'eau

▶ **COMMISSION 5 solidarités**

▶ **Négociation pour la signature du nouveau contrat Convention Territoriale Globale avec la CAF en tant que partenaire financier et soutien à l'exercice de la compétence enfance coordination jeunesse**

▶ **Petite Enfance**

▶ Travaux de modernisation sur l'accueil Ti Liou

300. 000 euros

▶ Participation au fonctionnement des associations Ti Liou, Hamac et Trampoline...

250.000 euros

▶ **Zoom Budget Portage des repas commission 5**

- ▶ Le travail de rationalisation du service engagé depuis son transfert à la CCPBS a été poursuivi en 2018.
- ▶ Projet de cuisine centrale est maintenant finalisé

▶ **Zoom Budget annexe du CLIC commission 5**

- ▶ Les contributions d'une part du Conseil Départemental dans le cadre d'une convention de labellisation pluriannuelle (dotation annuelle de 59 679 euros) et d'autre part du CIAS du Haut Pays Bigouden (participation de 10.520 euros) permettent de couvrir l'ensemble des communes du haut pays Bigouden.

Les orientations budgétaires de la CCPBS

Scénarios de Prospective 2019 à 2022



L'approche



- ▶ À partir du CA 2018 et des informations remontées par les commissions et groupes de travail (tableau EXCEL)
- ▶ Une projection jusqu'en 2022
- ▶ Des scénarios agissant sur plusieurs leviers pour mesurer notre capacité à faire
- ▶ Des arbitrages et priorisations au vu des éléments portés à connaissance
- ▶ Des principes à respecter :
 - ▶ Ratios de désendettement < 7 ans
 - ▶ Fond de roulement d'environ 1 mois de dépenses de fonctionnement



- ▶ Présentation de la situation 2018
- ▶ Le PPI actions à différents degrés de validation jusqu'en 2022
 - ▶ Dépenses
 - ▶ Financements
- ▶ Les scénarios
- ▶ Les priorisations et l'arbitrage

Les différents scénarios



L'objectif est de tester différentes hypothèses dans plusieurs scénarios avec comme objectif de réaliser les projets dans le respect des principes que nous avons évoqués.

Le premier scénario va consister à prendre en compte notre PPI 2019-2022 sans changement en terme d'emprunt ou de fiscalité , il va nous donner une perspective d'évolution de nos finances.

Les scénarios suivants nous permettrons de jouer sur les leviers de l'emprunt notamment

Il nous appartiendra au regard de ces éléments de décider de la réalisation de tout ou partie des projets et de définir des priorités.

Situation 2018 (dépenses / recettes réelles)

Masses budgétaires	2018
Recettes de fonctionnement	23 949 030
Dépenses de fonctionnement	20 268 959
Dont intérêts de la dette	165 202
Recettes d'investissement	218 816
Dont emprunts souscrits en 2018	0
Dépenses d'investissement	2 957 315
Dont capital de la dette	569 904
Dont P.P.I	2 387 411
Soldes financiers	2018
Epargne de gestion	3 841 487
Epargne brute	3 676 284
Epargne nette	3 106 380
Fonds de roulement en début d'ex.	4 112 906
Résultat de l'ex.	941 573
Fonds de roulement en fin d'ex.	5 054 478

Endettement	2018
En cours au 1 ^{er} janvier	3 708 989
Ratio de désendettement	1 an
Annuité (19 € / habitant)	735 106
Dont Capital	569 904
Dont intérêts	165 202

Fiscalité 2018	CFE	TH	FB	FNB
Bases	7 287 294	75 655 675	50 779 000	884 426
Taux	24,61%	10,45 %	0	2,35 %
Produit	1 793 403	7 906 018	0	20 784

LE PPI - scénario de base

8.1 - Les dépenses prévues au PPI

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
a - Immobilisations corporelles (Chap. 20 21 et 23 hors opérations)	747 249	350 745	590 981	850 000	700 000	700 000	700 000	4 638 975
b - Canalisation eau de mer	0	11 484	25 277	120 313	200 000	1 720 213	1 399 639	3 476 926
c - Immobilier économique	0	0	0	200 000	300 000	0	0	500 000
d - Abattoir du Faou	0	0	0	70 000	0	0	0	70 000
e - SM Ports pêche plaisance	0	0	203 000	203 000	203 000	203 000	203 000	1 015 000
f - Mise aux normes OT	0	0	0	70 000	70 000	0	0	140 000
g - Aménagement site de Tronoen	40 482	578	31 553	340 000	500 000	425 000	120 000	1 457 613
h - Cinema pont l'abbe	0	0	0	800 000	0	0	0	800 000
i - Conserverie	0	0	0	300 000	0	0	0	300 000
j - Subventions et FDC Divers (Sites d'intérêt communautaire PASS)	213 455	249 264	104 867	92 000	92 000	92 000	92 000	935 586
k - Extension du siège communautaire	1 860	11 490	215 400	986 310	144 940	0	0	1 360 000
l - Extension locaux techniques Kerist	0	0	5 550	500 000	1 800 000	50 000	0	2 355 550
m - Travaux sur bâtiments communautaire (opérat° 16-18-19-33-34 UOM et CETD en 2019)	121 797	32 101	198 440	350 000	55 680	0	0	758 018
n - Haut Débit	0	429 384	429 384	885 105	885 105	885 105	885 105	4 399 188
o - GEMAPI	0	0	164 898	573 174	32 000	122 000	400 000	1 292 072
p - plh	0	155 982	364 868	500 000	500 000	0	0	1 520 850
q - Construction d'une Aire d'accueil des gens du voyage	0	0	13 014	606 986	680 000	0	0	1 300 000
r - Travaux sur locaux Ti Liou	0	0	13 500	300 000	790 560	0	0	1 104 060
za - Construction d'un garage Communautaire	28 784	0	0	0	0	0	0	28 784
zb - Modernisation des déchèteries	194 946	689 392	26 679	0	0	0	0	911 017
Total	1 348 573	1 930 420	2 387 411	7 746 888	6 953 285	4 197 318	3 799 744	28 363 639

LE PPI - scénario de base

8.2 - Les financeurs du PPI

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Divers	0	246 862	10 095	250 000	360 000	0	0	866 957
Département	0	20 000	33 590	75 075	33 292	12 552	0	174 509
ETAT	0	150 000	26 628	221 110	404 653	869 479	971 842	2 643 712
Région	0	0	0	0	100 000	0	0	100 000
Total	0	416 862	70 313	546 185	897 945	882 031	971 842	3 785 178

8.3 - Le coût net annuel

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Programmes (a)	1 348 573	1 930 420	2 387 411	7 746 888	6 953 285	4 197 318	3 799 744	28 363 639
Financeurs (b)	0	416 862	70 313	546 185	897 945	882 031	971 842	3 785 178
Total (a-b)	1 348 573	1 513 558	2 317 098	7 200 703	6 055 340	3 315 287	2 827 902	24 578 461

Détail Hypothèses - dépenses de fonctionnement

Chap. 011	+ 1,23% en 2017, -2,58% en 2018, +2,50% ensuite (2021 prise en charge Aire gens du voyage 70m€)	
Chap. 012	+6,99% en 2017, +12,05% en 2018, +10,83% en 2019, +2,50% ensuite en 2019: 1 électricien, 1 conducteur de travaux assainissement...)	
Chap. 014	repris chiffre du CA 2018. Att. de compensation: 1.449.196 € et FNGIR: 5.163.481 € (à actualiser après CLECT 2019)	
Chap. 65	Contingents & participations obligatoires (art 655: FSL-TAD-PAPI CCPF)	39 277,00
	Subvention à la SPL (855.000€ par an à partir de 2018)	855 000,00
	Subventions Petite enfance (247.811 € en 2018, +2% ensuite)	252 767,00
	112.000 € par an a/c de 2018 pour le syndicat mixte des ports	112 000,00
	Subvention (SIOCA, MEGALIS, SYMEED) 42.783 € en 2018, chiffre repris ensuite	42 783,00
	Subvention (CLIC, Portage) 65.224 € en 2018, 70.000 € ensuite	70 000,00
	Enveloppe autres subventions figée autour de 300.000 €	300 000,00
	Indemnité des Elus + cotis. retraite, Formation (134.317 en 2018, +1% ensuite)	136 000,00
	Redevances logiciels (38.578 € en 2018)	40 000,00
	Non valeurs, créances éteintes, divers	12 923,00
	Soit total 65 en 2019 :	1 860 750,00
Chap. 66	Repris du logiciel gestion des emprunts	
Chap. 67	Annulat° titres sur exercice antérieur (dont 732.826 en 2018 /contentieux UOM Mecatel&Bourgois)	10 000,00
	Subventions d'Equilibre au budget ZA (194.679 en 2020, 253.744 en 2021, 247.754 en 2022)	42 638,00
	Soit total 67 en 2019 :	52 638,00

Détail Hypothèses - recettes de fonctionnement

Chap. 013 Rbt de salaires : 97.716 € en 2018, 100.000 € ensuite

Chap. 70 Produits des services: 1.914.797 en 2018 (dont 247.634 € /Rbt frais agents Assainissements)
+1 % à partir de 2019

Chap. 73 Produits des contributions directes

(base CFE: + 0,11%en 2018, + 0,50% ensuite / Taux inchangé à 24,61%

(base TH: +1,81%en 2018, +2,20% en 2019, +1,50% ensuite / Taux porté à 10,45% à partir de 2018

(base FB: +1,61 % en 2018, +2,20 % ensuite / Taux maintenu à 0% dans la prospective

(base FNB: +0,35 % en 2018, 0 % ensuite / Taux maintenu à 2,35% sur la période du PPI

(Taxe additionnelle/FNB: maintenu au montant 2018 (89.622 €)

(Role supplémentaire: 38.636 € en 2018; rien prévu ensuite

Fiscalité transférée

. Produit CVAE : 958.901 € perçu en 2018 (+2,81%) ; +1% ensuite

. Produit TASCOM : 1.017.619 € perçu en 2018 (+40,84%) ; 599.000 € en 2019 et années suivantes

. Produit IFR : 102.970 € perçu en 2018 (+7,60%) ; +1% ensuite

Fiscalité indirecte

. Attribution de compensation reversée par les Cnes: repris recette 2018 (175.401 €.)

, Taxe GEMAPI 366 000 à partir de 2019

. Produit TEOM : Hypothèse avec Base +2,20% en 2019 et +1% ensuite, taux inchangé à 8,62%

	2018	2019	2020	2021	2022
Base	52 210 325	53 358 952	53 892 542	54 431 467	54 975 782
Taux	8,62%	8,62%	8,62%	8,62%	8,62%
Produit	4 500 530	4 599 542	4 645 537	4 691 992	4 738 912

. Taxe de séjour : 282.359 € en 2017 ; 320.048 € en 2018. Maintenu à 320.000 € dans le scénario

Détail Hypothèses - recettes de fonctionnement (suite)

Chap. 74	Dotation d'intercommunalité	492 314 €	attendu pour 2019. +10% les années suivantes
	Dotation de compensation	1 216 533 €	attendu pour 2019. -3% prévu les années suivantes
	Participations diverses	1.155.333 €	en 2018 (soit +30,85 %) ; chiffre repris les années suivantes
	Compensations fiscales	<u>503.577 €</u>	en 2018 ; +1% pour les compensation TH ensuite,
		3 367 757 €	
Chap. 75	Autres produits de gestion courante	35 097 €	en 2018 ; chiffre repris les années suivantes. (il s'agit de loyers & redevances: tremeoc & terrain CEL)

Détail Hypothèses - recettes d'investissement

Subventions :

- . Travaux siège (DETR): 100.000 €
- . Canalisation Eau de mer (Taux 40%?): 1.269.006 € de subvention indiqué dans PPI
- . Locaux de Ti Liou (Région: 100.000 € / Département: 30.000 € / CAF: 110.000 € ; soit 240.000 €)
- . Aire d'accueil des gens du voyage : 500.000 €
- . Locaux techniques de Kerist (?): 200.000 € en 2020 porté dans le PPI
- . GEMAPI: 573.174 € en 2019; 32.000 € en 2020; 122.000 € en 2021, 400.000 € en 2022
- . Tronoën: 135.000 € en 2020, 150.000 € en 2021, 177.802 € en 2022
- . Projets PPI Maximum : 300.000 € en 2020, 420.000 € en 2021, 120.000 € en 2022 pour le musée

Scénario 0 : pas d'emprunt, pas de modification de fiscalité

2.1 - Les masses budgétaires

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes de fonctionnement	21 778 085	20 668 932	23 949 030	22 615 764	22 837 801	23 062 249	23 294 822
Dépenses de fonctionnement	19 743 497	19 066 785	20 268 959	20 295 283	20 842 839	21 313 540	21 736 269
<i>dont intérêts de la dette</i>	180 533	163 482	165 202	140 369	121 940	102 476	87 787
Recettes d'investissement	312 497	629 428	218 816	1 480 556	1 687 499	1 326 975	1 286 101
<i>dont emprunts souscrits</i>	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	2 066 536	2 388 984	2 957 315	8 052 871	7 332 212	4 624 815	4 563 219
<i>dont capital de la dette</i>	447 914	458 563	569 904	525 983	538 927	427 497	383 475
<i>dont P.P.I</i>	1 379 337	1 930 420	2 387 411	7 526 888	6 793 285	4 197 318	4 179 744

2.2 - Soldes financiers

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Epargne de gestion	2 189 363	1 763 527	3 841 487	2 460 850	2 116 901	1 851 184	1 646 341
Epargne brute	2 008 830	1 600 045	3 676 284	2 320 481	1 994 962	1 748 709	1 558 554
Epargne nette	1 560 916	1 141 481	3 106 380	1 794 499	1 456 035	1 321 212	1 175 079

2.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Fonds de roulement en début d'exercice	4 130 741	4 270 314	4 112 906	5 054 478	802 645	-2 847 106	-4 396 238
Résultat de l'exercice	280 550	-157 408	941 573	-4 251 833	-3 649 751	-1 549 132	-1 718 564
Fonds de roulement en fin d'exercice	4 268 359	4 112 906	5 054 478	802 645	-2 847 106	-4 396 238	-6 114 802

PROBLEME

2.4 - Endettement

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Encours au 31 décembre	4 227 984	4 278 893	3 708 989	3 247 943	2 709 016	2 281 519	1 898 044
Ratio de désendettement	2,1 ans	2,7 ans	1 ans	1,4 ans	1,4 ans	1,3 ans	1,2 ans
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0

On doit maintenir un FR correct donc il faut jouer sur un des leviers

Scénario 1 : PPI de base - maintien d'un FR à 1,2 M€ en jouant sur l'emprunt sans modifier le PPI

2.1 - Les masses budgétaires

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes de fonctionnement	21 778 085	20 668 932	23 949 030	22 615 764	22 837 801	23 062 249	23 294 822
Dépenses de fonctionnement	19 743 497	19 066 785	20 268 959	20 239 862	20 687 818	21 133 641	21 464 559
<i>dont intérêts de la dette</i>	180 533	163 482	165 202	140 369	140 086	220 506	246 105
Recettes d'investissement	312 497	629 428	218 816	2 042 490	5 382 707	2 938 607	2 685 881
<i>dont emprunts souscrits</i>	0	0	0	725 845	3 668 961	1 561 632	1 284 313
Dépenses d'investissement	2 066 536	2 388 984	2 957 315	8 272 871	7 532 690	4 867 214	4 516 144
<i>dont capital de la dette</i>	447 914	458 563	569 904	525 983	579 405	669 896	716 400
<i>dont P.P.I</i>	1 379 337	1 930 420	2 387 411	7 746 888	6 953 285	4 197 318	3 799 744

le recours à l'emprunt est suffisant

2.2 - Soldes financiers

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Epargne de gestion	2 189 363	1 763 527	3 841 487	2 516 271	2 290 069	2 149 114	2 076 368
Epargne brute	2 008 830	1 600 045	3 676 284	2 375 902	2 149 983	1 928 608	1 830 263
Epargne nette	1 560 916	1 141 481	3 106 380	1 849 920	1 570 578	1 258 712	1 113 863

Epargne nette

2.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Fonds de roulement en début d'exercice	4 130 741	4 270 314	4 112 906	5 054 478	1 200 000	1 200 000	1 200 000
Résultat de l'exercice	280 550	-157 408	941 573	-3 854 478	0	0	0
Fonds de roulement en fin d'exercice	4 268 359	4 112 906	5 054 478	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000

FR maintenu

2.4 - Endettement

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Encours au 31 décembre	4 227 984	4 278 893	3 708 989	3 973 788	7 063 344	7 955 080	8 522 993
Ratio de désendettement	2,1 ans	2,7 ans	1 ans	1,7 ans	3,3 ans	4,1 ans	4,7 ans
Emprunt	0	0	0	725 845	3 668 961	1 561 632	1 284 313

Ratios conformes

Scénario 1 : PPI de base

Dépense de fonctionnement: +2,5% sur les chapitres 011 et 012

Charges de personnel : Elles comprennent les dépenses du chapitre 012.

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
4 440 608	4 750 942	5 323 374	5 900 000	6 047 500	6 198 688	6 353 655

Charges à caractère général : Elles comprennent les dépenses du chapitre 011.

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
5 620 117	5 689 002	5 542 097	5 680 649	5 822 666	5 968 232	6 117 438

Atténuation de produits : Elles comprennent les dépenses du chapitre 014 (dont fiscalité transférée)

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
7 073 173	6 613 657	6 612 706	6 612 706	6 612 706	6 612 706	6 612 706

Contingents et participations obligatoires : Elles comprennent une partie des dépenses du chapitre 65, inscrites à l'article 655.

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
10 221	12 690	39 277	39 277	39 277	39 277	39 277

Subventions : Elles comprennent les dépenses du chapitre 65 inscrites à l'article 657.

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
390 463	1 426 313	1 599 063	1 632 550	1 637 606	1 642 762	1 648 022

Intérêts de la dette : Les intérêts de la dette comprennent les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs issus de la prospective. Les ICNE compris.

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
173 872	156 663	154 574	133 119	132 573	215 513	241 061

Autres dépenses : Elles comprennent notamment, les charges de gestion courante (chap.65), les autres charges financières (autres articles chap.66), les charges exceptionnelles (chap.67), les dotations aux provisions (chap.68 mvt réel), les dépenses diverses et autres dépenses de fonctionnement et enfin, elles comprennent les charges induites des investissements.

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
2 035 043	417 518	997 868	241 561	395 491	456 464	452 401

Scénario 2 : on intègre les autres projets au PPI

PPI INITIAL

8.1 - Les dépenses prévues au PPI

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
a - Immobilisations corporelles (Chap. 20 21 et 23 hors opérations)	747 249	350 745	590 981	850 000	700 000	700 000	700 000	4 638 975
b - Canalisation eau de mer	0	11 484	25 277	120 313	200 000	1 720 213	1 399 639	3 476 926
c - Immobilier économique	0	0	0	200 000	300 000	0	0	500 000
d - Abattoir du Faou	0	0	0	70 000	0	0	0	70 000
e - SM Ports pêche plaisance	0	0	203 000	203 000	203 000	203 000	203 000	1 015 000
f - Mise aux normes OT	0	0	0	70 000	70 000	0	0	140 000
g - Aménagement site de Tronoen	40 482	578	31 553	120 000	340 000	425 000	500 000	1 457 613
h - Cinema pont l'abbe	0	0	0	800 000	0	0	0	800 000
i - Conserverie	0	0	0	300 000	0	0	0	300 000
j - Subventions et FDC Divers (Sites d'intérêt communautaire PASS)	213 455	249 264	104 867	92 000	92 000	92 000	92 000	935 586
k - Extension du siège communautaire	1 860	11 490	215 400	986 310	144 940	0	0	1 360 000
l - Extension locaux techniques Kerist	0	0	5 550	500 000	1 800 000	50 000	0	2 355 550
m - Travaux sur bâtiments communautaire (opérat° 16-18-19-33-34 UOM et CETD en 2019)	121 797	32 101	198 440	350 000	55 680	0	0	758 018
n - Haut Débit	0	429 384	429 384	885 105	885 105	885 105	885 105	4 399 188
o - GEMAPI	0	0	164 898	573 174	32 000	122 000	400 000	1 292 072
p - plh	0	155 982	364 868	500 000	500 000	0	0	1 520 850
q - Construction d'une Aire d'accueil des gens du voyage	0	0	13 014	606 986	680 000	0	0	1 300 000
r - Travaux sur locaux Ti Liou	0	0	13 500	300 000	790 560	0	0	1 104 060
za - Construction d'un garage Communautaire	28 784	0	0	0	0	0	0	28 784
zb - Modernisation des déchèteries	194 946	689 392	26 679	0	0	0	0	911 017
Total	1 348 573	1 930 420	2 387 411	7 526 888	6 793 285	4 197 318	4 179 744	28 363 639

Scénario 2 : on intègre les autres projets au PPI

8.1 - Les dépenses prévues au PPI

PPI ETENDU

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
a - Immobilisations corporelles (Chap. 20 21 et 23 hors opérations)	747 249	350 745	590 981	850 000	700 000	700 000	700 000	4 638 975
b - Canalisation eau de mer	0	11 484	25 277	120 313	200 000	1 800 000	1 408 852	3 565 926
c - Immobilier économique	0	0	0	200 000	300 000	0	0	500 000
d - Abattoir du Faou	0	0	0	70 000	0	0	0	70 000
e - SM Ports pêche plaisance	0	0	203 000	203 000	203 000	203 000	203 000	1 015 000
f - Mise aux normes OT	0	0	0	70 000	70 000	0	0	140 000
g - Aménagement site de Tronoen	40 482	578	31 553	340 000	500 000	425 000	120 000	1 457 613
h - Cinema pont l'abbe	0	0	0	800 000	0	0	0	800 000
i - Conserverie	0	0	0	300 000	0	0	0	300 000
j - Subventions et FDC Divers (Sites d'intérêt communautaire PASS et JA)	213 455	249 264	104 867	92 000	92 000	92 000	92 000	935 586
k - Extension du siège communautaire	1 860	11 490	215 400	986 310	144 940	0	0	1 360 000
l - Extension locaux techniques Kerist	0	0	5 550	500 000	1 800 000	50 000	0	2 355 550
m - Travaux sur bâtiments communautaire opérat° 16-18-19-33-34 (UOM et CETD en 2019)	121 797	32 101	198 440	350 000	55 680	0	0	758 018
n - Haut Débit	0	429 384	429 384	885 105	885 105	885 105	885 105	4 399 188
o - GEMAPI	0	0	164 898	573 174	32 000	122 000	400 000	1 292 072
p - plh	0	155 982	364 868	500 000	500 000	0	0	1 520 850
q - Construction d'une Aire d'accueil des gens du voyage	0	0	13 014	606 986	680 000	0	0	1 300 000
r - Travaux sur locaux TI Liou	0	0	13 500	300 000	790 560	0	0	1 104 060
y - PPI version max (Port de plaisance Bassin lixiviats ISDN Musée PIJ PLUI)	0	0	0	280 000	1 450 000	1 800 000	800 000	4 330 000
z - Construction d'un garage Communautaire	28 784	0	0	0	0	0	0	28 784
za - Modernisation des déchèteries	194 946	689 392	26 679	0	0	0	0	911 017
Total	1 348 573	1 930 420	2 387 411	8 026 889	8 403 235	6 077 105	4 608 957	32 782 639

Scénario 2 : on intègre les autres projets au PPI (détail des ajouts)

PPI ETENDU

Prospectice 2019 - Détail de la ligne PPI version max						
	2018	2019	2020	2021	2022	Total
TOTAL DEPENSES						
Port de plaisance	0	0	0	500 000	750 000	1 250 000
Musée Préhistoire	0	100 000	1 300 000	1 300 000	0	2 700 000
Bassin lixiviats ISDN	0	0	150 000	0	0	150 000
PIJ	0	180 000	0	0	0	180 000
PLUI	0	0	0	0	50 000	50 000
Total	0	280 000	1 450 000	1 800 000	800 000	4 330 000
TOTAL RECETTES						
ETAT/DEPART./REGION	0	0	300000	420000	120000	840 000

Scénario 2 : on intègre les autres projets au PPI

2.1 - Les masses budgétaires

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes de fonctionnement	21 778 085	20 668 932	23 949 030	22 615 764	22 837 801	23 062 249	23 294 822
Dépenses de fonctionnement	19 743 497	19 066 785	20 268 959	20 239 862	20 693 670	21 164 771	21 530 429
<i>dont intérêts de la dette</i>	180 533	163 482	165 202	140 369	145 937	251 635	311 975
Recettes d'investissement	312 497	629 428	218 816	2 322 490	6 851 612	4 913 886	3 692 438
<i>dont emprunts souscrits</i>	0	0	0	959 914	4 600 008	2 777 537	2 038 127
Dépenses d'investissement	2 066 536	2 388 984	2 957 315	8 552 871	8 995 743	6 811 364	5 456 831
<i>dont capital de la dette</i>	447 914	458 563	569 904	525 983	592 458	734 259	847 874
<i>dont P.P.I</i>	1 379 337	1 930 420	2 387 411	8 026 888	8 403 285	6 077 105	4 608 957

2.2 - Soldes financiers

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Epargne de gestion	2 189 363	1 763 527	3 841 487	2 516 271	2 290 069	2 149 114	2 076 368
Epargne brute	2 008 830	1 600 045	3 676 284	2 375 902	2 144 131	1 897 478	1 764 393
Epargne nette	1 560 916	1 141 481	3 106 380	1 849 920	1 551 673	1 163 220	916 519

2.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Fonds de roulement en début d'exercice	4 130 741	4 270 314	4 112 906	5 054 478	1 200 000	1 200 000	1 200 000
Résultat de l'exercice	280 550	-157 408	941 573	-3 854 478	0	0	0
Fonds de roulement en fin d'exercice	4 268 359	4 112 906	5 054 478	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000

2.4 - Endettement

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Encours au 31 décembre	4 227 984	4 278 893	3 708 989	4 207 857	8 215 407	10 258 685	11 448 937
Ratio de désendettement	2,1 ans	2,7 ans	1 ans	1,8 ans	3,8 ans	5,4 ans	6,5 ans
Emprunt	0	0	0	959 914	4 600 008	2 777 537	2 038 127

FR OK

61
Ratios acceptables

Conclusion -

- ▶ La Communauté de communes du Pays Bigouden Sud fait face en 2018 et 2019 à des augmentations de dépenses de personnel en raison de prise de compétence récente (eau, assainissement, GEMAPI ...) et de nécessaires expertises. Les charges à caractère général sont, elles globalement contenues . Les recettes de fonctionnement sont peu dynamiques dès 2020.
- ▶ Malgré la hausse importante du recours à l'emprunt (10,3M€ pour le scénario étendu), l'EPCI conserve des agrégats financiers relativement bien situés en fin de période, avec une épargne nette de 916 k€ en 2022, et un ratio de désendettement conforme à l'objectif de la collectivité de 7 ans. Par conséquent la CCPBS parvient à maintenir une situation financière correcte à horizon 2022.

- ▶ Ces scénarios et tendances démontrent aussi l'importance de contenir les charges de la section de fonctionnement (à calendrier d'investissement identique).
- ▶ L'adoption d'un taux sur le FB, étudié lors du DOB 2018 n'est pas nécessaire du fait de recettes exceptionnelles sur l'exercice 2018 , de l'augmentation des bases fiscales de 2,2 % (loi de Finances) , d'une prévision de réforme de la DGF plutôt favorable

DEBAT

- ▶ **Le Conseil communautaire est amené à débattre et à :**
- ▶ - Prendre acte des éléments relatifs aux Orientations Budgétaires au titre de l'année 2019

▶ Suite du conseil